



**HAL**  
open science

# L'homme face à l'économie mondialisée. Quelle éthique ?

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. L'homme face à l'économie mondialisée. Quelle éthique?. Questions d'éthique, L'Harmattan, 2007. hal-02925579

**HAL Id: hal-02925579**

**<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02925579>**

Submitted on 30 Aug 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# L'homme face à l'économie mondialisée. Quelle éthique ?

Jacques Fontanel

In

Questions d'éthique,  
L'Harmattan, Paris  
2007

Résumé : L'économie mondialisée favorise une domination excessive des valeurs matérialistes, elle accroît les inégalités et elle réduit paradoxalement les solidarités. La concurrence entre les hommes et la recherche de maximisation de la consommation comme fondement du bien-être s'opposent parfois aux droits de l'homme, non pas dans leurs objectifs mais dans leurs effets. Les analyses économiques ne mettent jamais en évidence l'homme dans toutes ses dimensions, elles l'incitent à ne valoriser que l'utilitarisme. Dans ces conditions, les comportements illégaux, la corruption ou la criminalité se développent et l'homme se trouve confronté à de nouvelles vulnérabilités (environnementales, écologiques, terroristes, réchauffement climatique, sécurité et liberté de pensée).

The globalized economy favours an excessive domination of materialistic values, it increases inequalities and paradoxically reduces solidarity. Competition between people and the search for maximizing consumption as the basis of well being sometimes oppose human rights, not in their objectives but in their effects. Economic analyses never highlight man in all his dimensions; they encourage him to value only utilitarianism. Under these conditions, illegal behaviour, corruption or criminality develop and man is confronted with new vulnerabilities (environmental, ecological, terrorist, global warming, security and freedom of thought).

Globalisation, éthique, , inégalités sociales, corruption, économie humaniste

Globalization, ethics, social inequalities, corruption, humanistic economy, etc.

L'économie de marché se propose de relier la production aux besoins, puis aux besoins de la production, alors même que la détermination d'une offre fondée sur la recherche maximale du profit constitue souvent un obstacle à l'épanouissement des hommes. Or, l'exigence de la science contredit parfois l'optimum psychologique des hommes. Comme le rappelle l'adage populaire, il est fréquent que le « mieux soit aussi l'ennemi du bien ». En outre, dans les analyses économiques, les solidarités intergénérationnelles, notamment environnementales, sont très mal prises en compte. En 1820, Monet de Lamarck<sup>1</sup> remarquait que l'homme par son insouciance et sa faible clairvoyance, favorisait la destruction de ses moyens de conservation et provoquait la destruction de son espèce. L'environnement est un facteur primordial de la vie humaine négligé par le marché. « Nous ne sommes jamais tout à fait contemporains de notre présent, l'histoire s'avance masquée, elle entre en scène avec le masque de la scène précédente et nous ne reconnaissons plus rien à la pièce »<sup>2</sup>.

Dans le processus de mondialisation d'aujourd'hui, on assiste à une domination excessive des valeurs matérialistes, au développement

---

<sup>1</sup> Monet de Lamarck J.-B. (1820), *Système analytique des connaissances positives de l'homme*, Paris.

<sup>2</sup> Debray R. (1967), *Révolution dans la révolution*, Maspero, Paris.

des inégalités, à une remise en cause des valeurs démocratiques, à la fin du contrôle national de l'information et à la perte des solidarités. Où donc se camoufle l'idée d'éthique ?

## I. L'HOMME ÉCONOMIQUE ANÉMIÉ

En vue de combattre la pauvreté et d'allonger l'espérance de vie, le matérialisme dominant, l'uniformisation des cultures et de l'information, et la fin du travail industriel produisent une réification de l'homme, tout en brisant le mode de vie traditionnel. Or, la modernisation conduit parfois au développement de poches de pauvreté qui peuvent ensuite s'étendre à l'ensemble d'une région. C'est ainsi que le Ladakh, en Inde, territoire sans pauvreté avant l'apparition du tourisme, supporte maintenant tous les maux sociaux du sous-développement dans le cadre d'un processus comparatif et concurrentiel de la globalisation économique<sup>3</sup>. Cependant, les traditions sont sans doute les ferments de la vie sociale, mais les choix doivent pouvoir être effectués en toute liberté. C'est la question posée à l'homme moderne par les Ayatollahs et les Talibans. Le refus d'accès à la scolarité des jeunes femmes ne peut pas être conçu comme le respect d'une tradition, mais comme un manquement aux libertés fondamentales. Il n'existe certes pas de « table des valeurs » du développement, car les libertés sont hétérogènes et parfois contradictoires (l'enfer, c'est l'autre). Ce n'est pas d'un classement général, ni d'une sommation que s'exprime au mieux le développement économique, mais par l'expression des libertés minimales obtenues par chacun. Le revenu pécuniaire des esclaves noirs d'Amérique n'était pas négligeable<sup>4</sup>, supérieur en tout cas, en valeur nette, à celui des ouvriers agricoles libres. Leur espérance de vie était supérieure à celle des ouvriers citadins des pays développés comme les États-Unis ou l'Europe. Il n'empêche que l'esclavage était ressenti comme la première pauvreté.

Le capitalisme impose la concurrence entre les hommes et il l'instruit dorénavant sur l'ensemble de la planète pour disposer de plus forts degrés de liberté dans la recherche indéfinie des profits alloués aux hommes capables de comprendre les mécanismes de l'appropriation.

---

<sup>3</sup> Norberg-Hodge, H. (2001), « Le rouleau compresseur de la modernisation », in Goldsmith, E., Mander, J., *Le procès de la mondialisation*, Fayard, Paris, p. 69 et s.

<sup>4</sup> Fogel, R.W., Engerman, S.L. (1974), *Tim on the Cross: The Economics of American Negro Slavery*, Little Brown, Boston.

tion des valeurs économiques produites. La richesse dans l'esclavage n'est pas le développement, car les conditions de la production sont au moins aussi importantes pour l'épanouissement des hommes que la production elle-même. C'est donc plus en termes de satisfaction minimale qu'il convient de réfléchir. La liberté du travail constitue la base du développement de l'homme. Aujourd'hui, l'homme anémié subit la domination du matérialisme, l'uniformisation des cultures et de l'information et le refus de prendre en compte l'homme dans son environnement.

– L'idée selon laquelle la maximisation de la consommation individuelle est centrale dans le bien-être personnel est un principe vieux d'à peine deux siècles. Sans cette croyance, la structure d'encouragement du capitalisme et le concept de croissance moderne n'ont pas de sens. Pour les Égyptiens, le centre de la vie c'était "l'autre vie", après la mort. Le pharaon se préoccupait d'abord de sa vie éternelle et la construction des pyramides prenait alors tout son sens. Les opinions et biens personnels n'étaient pas valorisés, seuls comptaient les biens collectifs sur terre et la vie éternelle. Les Romains, fameux stratèges et organisateurs, n'étaient que très faiblement concernés par les affaires commerciales, les subventions alimentaires étaient courantes et le juste prix était la règle. La richesse n'était pas un but, à part la magnificence publique. Les Chinois avaient une technologie plus évoluée qu'en Europe (hauts-fourneaux, poudre, canons, papier, ponts à suspension, porcelaine, imprimerie ou allumettes), ils auraient pu conquérir le monde. Mais ces technologies, perçues comme une menace par les nobles, étaient contrôlées socialement par les textes canoniques de Confucius qui donnaient la solution de tous les problèmes, en limitant le champ d'application des innovations. Plus récemment, l'effondrement de l'Union soviétique a conduit à l'émergence d'un nouvel ordre mondial. La volonté des dirigeants de ce pays de développer une force armée équivalente à celle des États-Unis a progressivement épuisé l'économie nationale (avec des dépenses militaires représentant pour le moins, pendant 50 ans, le quart de la production nationale annuelle). Le refus des valeurs démocratiques a sans doute empêché les dirigeants de comprendre les insatisfactions croissantes des citoyens devant une économie de guerre froide aux coûts humains de plus en plus insupportables. Le système de planification, organisé par les technocrates du Parti communiste, ne permettait guère les contestations généralement révélatrices des crises latentes. La centralisation de l'État a provoqué une crise importante des infrastructures. L'échec du communisme est autant celui des libertés que

consommateurs sans défense de la Russie »<sup>5</sup>. Le monde, Chine comprise, entre dans le turbo-capitalisme.

– La mondialisation est un projet universaliste de la raison libérale qui exacerbe les crises identitaires et le repli sécuritaire. Elle conduit à la négation du fait culturel et même de la simple volonté de différenciation non-marchande. Avec l'exigence sociale revendiquée du profit personnel et égoïste, la globalisation n'a pas rapproché les hommes les uns des autres, du fait même de la perte des solidarités familiales, culturelles et sociales. Contrairement aux idées hayeckiennes, le grand marché mondialisé n'est pas producteur de droit et de progrès moral. Keynes affirmait au contraire que le « capitalisme international n'est pas une réussite, il n'est ni intelligent, ni beau, ni juste, ni vertueux et il ne tient pas ses promesses »<sup>6</sup>. Si les valeurs communautaires soudent les petits groupes, les valeurs sociétales de la grande société leur sont incompatibles. La négation des liens communautaires est le moyen le plus sûr de les voir resurgir sous une forme paroxysmique destructrice. La globalisation, stade ultime du monde libéral, aboutit à la violence quotidienne. En voulant déjouer les superstitions, les Lumières ont aussi déraciné les hommes en prétendant à la rationalité et à l'absence de pluralité dans la Nation. La modernité fondée sur l'individualisme des mœurs, le droit de critique (comme dogme absolu), l'autonomie de la conduite et la philosophie idéaliste est fondamentalement occidentale. La mondialisation conduit à l'uniformité, à la disparition des cultures jugées improductives, à une réification de l'homme et à une uniformisation de son environnement. Les médias sont entre les mains des grands pouvoirs. Pourtant, les hommes ont des niveaux d'appartenance sociétale multiples, car l'universalité n'est pas une donnée immédiate, mais une construction patiente fondée sur l'acceptation de l'autre<sup>7</sup>.

– Avec la civilisation de la connaissance, le développement des moyens de communication et l'essor des « autoroutes du savoir » favorisent l'idéologie de la mondialisation comme facteur de libération des hommes par l'économie. Tout dépend du traitement et de la

---

<sup>5</sup> Luttwak E.N., *Le turbo-capitalisme*, Éditions Odile Jacob, Paris, p. 224.

<sup>6</sup> Keynes J.M. (1933), « National self-sufficiency », *The Yale Review*, 22, n° 4, juin.

<sup>7</sup> Engelhard (1996), *L'homme mondial. Les sociétés humaines peuvent-elles survivre ?* Arléa, Paris. Il note que l'Afrique est le seul continent à produire de la relation sociale, à innover socialement. La ligne de partage entre pauvres et riches passe plutôt à l'intérieur des familles qu'entre les familles, alors que progressivement l'Asie s'atomise socialement. Ce qui risque de produire, à terme, une véritable crise culturelle aux conséquences difficiles à cerner.

consommateurs sans défense de la Russie »<sup>5</sup>. Le monde, Chine comprise, entre dans le turbo-capitalisme.

– La mondialisation est un projet universaliste de la raison libérale qui exacerbe les crises identitaires et le repli sécuritaire. Elle conduit à la négation du fait culturel et même de la simple volonté de différenciation non-marchande. Avec l'exigence sociale revendiquée du profit personnel et égoïste, la globalisation n'a pas rapproché les hommes les uns des autres, du fait même de la perte des solidarités familiales, culturelles et sociales. Contrairement aux idées hayeckiennes, le grand marché mondialisé n'est pas producteur de droit et de progrès moral. Keynes affirmait au contraire que le « capitalisme international n'est pas une réussite, il n'est ni intelligent, ni beau, ni juste, ni vertueux et il ne tient pas ses promesses »<sup>6</sup>. Si les valeurs communautaires soudent les petits groupes, les valeurs sociétales de la grande société leur sont incompatibles. La négation des liens communautaires est le moyen le plus sûr de les voir resurgir sous une forme paroxysmique destructrice. La globalisation, stade ultime du monde libéral, aboutit à la violence quotidienne. En voulant déjouer les superstitions, les Lumières ont aussi déraciné les hommes en prétendant à la rationalité et à l'absence de pluralité dans la Nation. La modernité fondée sur l'individualisme des mœurs, le droit de critique (comme dogme absolu), l'autonomie de la conduite et la philosophie idéaliste est fondamentalement occidentale. La mondialisation conduit à l'uniformité, à la disparition des cultures jugées improductives, à une réification de l'homme et à une uniformisation de son environnement. Les médias sont entre les mains des grands pouvoirs. Pourtant, les hommes ont des niveaux d'appartenance sociétale multiples, car l'universalité n'est pas une donnée immédiate, mais une construction patiente fondée sur l'acceptation de l'autre<sup>7</sup>.

– Avec la civilisation de la connaissance, le développement des moyens de communication et l'essor des « autoroutes du savoir » favorisent l'idéologie de la mondialisation comme facteur de libération des hommes par l'économie. Tout dépend du traitement et de la

---

<sup>5</sup> Luttwak E.N., *Le turbo-capitalisme*, Éditions Odile Jacob, Paris, p. 224.

<sup>6</sup> Keynes J.M. (1933), « National self-sufficiency », *The Yale Review*, 22, n° 4, juin.

<sup>7</sup> Engelhard (1996), *L'homme mondial. Les sociétés humaines peuvent-elles survivre ?* Arléa, Paris. Il note que l'Afrique est le seul continent à produire de la relation sociale, à innover socialement. La ligne de partage entre pauvres et riches passe plutôt à l'intérieur des familles qu'entre les familles, alors que progressivement l'Asie s'atomise socialement. Ce qui risque de produire, à terme, une véritable crise culturelle aux conséquences difficiles à cerner.

rapidité de l'information disponible. Il existe maintenant un village mondial électroniquement interconnecté. Toute l'information mondiale est disponible, il faut seulement savoir où la chercher, comment la régler, la contrôler, l'orienter. Les équipements et les meilleures technologies sont mis en place dans une compétition quotidienne des entreprises, modifiant ainsi la gestion des sociétés multinationales, notamment dans le choix de leurs implantations géographiques. Toute la hiérarchie des décisions en est modifiée, avec plus de flexibilité et de rapidité. L'information est produite pour être efficace, sans « bruits », uniformisée, linéarisée, simplifiée, synthétisée, selon des normes et des moyens souvent monopolisés. La course au savoir est essentielle pour la compétitivité internationale. La fusion de l'informatique et des communications limite les contraintes de temps, d'espace et donc de coûts dans les transactions commerciales ou autres. Internet, le téléphone mobile ou les réseaux-satellites produisent des gains de productivités colossaux, avec une réduction exceptionnelle des coûts. Il y a aujourd'hui plus de 500 millions de consommateurs d'Internet, avec la création du world wide web. Au départ, ce mode de communication militaire était relativement centralisé. Puis il est devenu anarchique, mais avec son intérêt commercial, de nouvelles règles apparaissent ou vont l'être, en vue d'assurer les profits : protection de la vie privée, responsabilité juridique fiscalité, propriété intellectuelle, etc. Les télécommunications élargissent les dialogues planétaires, elles facilitent la préparation aux décisions, elles influencent les termes même de la compétition, elles transforment les cultures et les modes d'accès aux langages. Elles favorisent aussi le dialogue entre les chercheurs et elles participent activement à la diffusion des informations disponibles, dans le cadre fixé par l'économie de marché, fondée sur la propriété privée, la concurrence, les droits de propriété industrielle. Les nouvelles technologies de l'information et de la biotechnologie stimulent la mondialisation. Elles donnent lieu à des innovations fondamentales qui structurent la nouvelle ère économique, en améliorant considérablement les procédés existants, mais surtout en apportant un potentiel d'innovation encore difficile à cerner.

– Il en résulte la tentation d'une formation des hommes selon un mode social prédéfini et incontournable, conduisant « au meilleur des mondes ». Or, l'éducation traditionnelle intégrait à la fois l'altruisme (financement public) et l'égoïsme (financement privé), afin d'éviter que les riches soient les seuls gagnants du système. La question est ensuite de savoir quel type d'éducation est nécessaire, pour qui, sur quelle échelle. L'université moderne subit aujourd'hui cette contrainte.



On y parle de plus en plus de « professionnalisation », de « compétences » et de « savoir-faire » et de moins en moins de « savoir être » ou simplement d'être. Dans ce cadre, les investissements éducatifs ont des taux de retour deux fois supérieurs à ceux des équipements et installations industrielles. La « connaissance » donne alors le droit de juger « l'éthique », ce qui est discutable, notamment lorsque la technocratie règle l'horloge de la vie sociale. Aujourd'hui, la biotechnologie identifie les matériels génétiques, elle repousse les limites naturelles et elle s'exprime dans des voies encore inconnues, comme la création d'espèces nouvelles ou le clonage. Elle transforme les rapports entre les agriculteurs et leur environnement, elle modifie l'équation de la compétition internationale, elle accroît les rendements et elle donne un pouvoir considérable aux multinationales de l'agro-alimentaire et de la pharmacie. Un tel développement mériterait une réflexion collective, laquelle est souvent monopolisée par les « groupes d'experts », eux-mêmes souvent intéressés par leur développement. Quelle est alors la place accordée à l'éthique de telles recherches si elle n'est définie et contrôlée que par les « spécialistes » qui ont souvent des difficultés à limiter leurs propres activités de recherche ? Les choix ne dépendent pas des besoins, mais des intérêts marchands. Le renforcement des droits de la propriété industrielle n'est qu'un moyen pour fournir légalement aux sociétés les plus développées et les plus riches une protection de leur savoir en vue de recevoir des revenus importants, même lorsque ces savoirs sont parfois pillés dans les pharmacopées traditionnelles<sup>8</sup>. L'appropriation excessive est un facteur de pauvreté et d'inégalité. Ce monopole d'exploitation va bientôt s'appliquer aussi à l'homme. Elle existe déjà pour les vaccins. L'intervention de l'homme dans le monde animal lui permet de breveter le produit, de se rendre propriétaire de la structure sexuelle de ce produit et de devenir ainsi le maître de la reproduction, l'essence même du vivant<sup>9</sup>. Avec les fameux OGM (organismes génétiquement modifiés) dont on ne connaît pas les effets à moyen et long terme et l'hybridation qui impose à l'agriculteur de se réapprovisionner en semences et qu'on essaie d'imposer, notamment par le pouvoir politique du gouvernement américain<sup>10</sup>, le danger d'un racket du vivant n'est pas à écarter.

---

<sup>8</sup> PNUD (2000), *Rapport mondial sur le développement humain 1999*, De Boeck & Larcier, Paris, Bruxelles. p. 57.

<sup>9</sup> Edelman B. (1988), « Vers une approche juridique du vivant », in *L'homme, la nature et le droit*, Christian Bourgois, Paris.

<sup>10</sup> Le projet Terminator de la firme Monsanto renfermait un dispositif à retardement qui, lorsque le produit est parvenu à maturité, en détruit le germe. Ainsi, l'agriculteur

La mondialisation détruit les rapports parfois harmonieux des populations locales et elle crée des inégalités inacceptables, fondées sur des monopoles difficilement justifiables d'un point de vue des « coûts de l'homme »<sup>11</sup>.

– Le capitalisme a eu besoin de l'idéologie de l'individualisme, mais aussi de la machine à vapeur. Les firmes dominantes sont celles qui ont les caractéristiques de la compétence, de l'éducation et de la connaissance. Elles sont peu cotées à la Bourse et elles développent des formes de propriété différentes de celles des firmes capitalistes traditionnelles. Les employés reçoivent une part importante de leur revenu sous forme de bonus, du fait d'une plus grande responsabilité personnelle. La différence compétitive n'est plus dans l'achat de la machine la plus performante, mais dans l'intelligence, la souplesse, la rapidité et la compétence d'utilisation. L'entrepreneur de Schumpeter a changé. Il n'est plus le propriétaire du capital, il a la capacité d'assembler les cerveaux humains les plus performants. La communication entre les actifs est plus importante que la concentration des actifs. Or, le capital humain ne peut pas être approprié, sa constitution est plus longue que celui des autres formes de capital et il s'applique dans un réseau de compétences qui se renforcent mutuellement. Dans ce contexte, le travail et sa valeur, qui constituaient deux fondements principaux de la société, qui définissaient même une éthique collective, qui était une fin, celle de la réalisation de l'oeuvre de chaque homme, n'est plus au centre de la vie sociale. Aujourd'hui, le travail est à la fois un espace de liberté d'expression des compétences et le lieu principal des aliénations, notamment lorsqu'il ne rencontre pas de demande et conduit au chômage. La réduction de l'importance du travail peu qualifié dans la chaîne de production des emplois a eu pour conséquence de nouvelles répartitions des revenus, au bénéfice des managers, des actionnaires ou des prêteurs. Les inégalités entre groupes s'expliquent par la faible substituabilité entre travailleurs qualifiés et travailleurs non qualifiés. Les salaires ne reflètent pas les capacités individuelles. Plusieurs causes de différenciation interviennent, comme l'existence des syndicats, la connaissance recyclée, la dérégulation de certaines industries, l'immigration, l'augmentation de la population, les retraites et les programmes sociaux. Les revenus dépendent de critères pas toujours

---

aurait été complètement dépendant de la firme. Les produits transgéniques représentent au moins le tiers des principales cultures américaines. On comprend alors les enjeux économiques et politiques de la question.

<sup>11</sup> Norberg-Hodge H. (2001), *Le rouleau compresseur de la modernisation, Le procès de la mondialisation* (sous la direction de Goldsmith et Mander), Fayard, Paris, p. 69 et s.

bien élucidés, notamment pour les hauts revenus. S'il existe des îlots de richesse, des océans de pauvreté se développent parallèlement.

Aujourd'hui, la société américaine n'est plus le pays de la liberté, tant les contraintes quotidiennes sont pesantes pour les employés en termes de vacances et d'intensité au travail. Certes, l'acceptation du marché est toujours de mise chez l'Américain moyen. « L'Amérique s'est ainsi concocté un substitut sophistiqué au fascisme, qui fonctionne selon des modalités bureaucratiques et n'est entaché ni de motivations racistes, ni d'attitudes belliqueuses. Il déplace les insatisfactions économiques vers des expressions non économiques... En théorie, les États-Unis sont le champ d'un véritable Kulturkampf, d'une guerre culturelle entre les partisans d'une morale libérale et permissive, et les conservateurs, défenseurs des valeurs familiales »<sup>12</sup>. Dans ce pays de liberté, tout est objet de procédures judiciaires, de la séduction à la pornographie. Les interdictions pleuvent, et gare au péché de l'omission. La justice s'attaque à la tolérance.

L'utilitarisme n'a rien à faire avec la distribution réelle des utilités, seule l'utilité totale importe. Il est fondé sur le bonheur, le plaisir et la satisfaction, mais il exclut en soi la recherche des libertés individuelles ou sociales. Les décisions sont bonnes ou mauvaises en fonction de leurs résultats, ce qui contredit l'analyse normative qui juge certaines actions inqualifiables, malgré l'excellence des résultats économiques obtenus. La fin justifie donc les moyens. Cette insensibilité, justifiée par la recherche de l'utilité définie comme la satisfaction d'un désir et en partie par la recherche de l'optimum parétien, empêche les comparaisons interpersonnelles, en se concentrant sur les seuls choix individuels pris séparément. Pour Jevons, il est impossible d'établir le moindre dénominateur commun des sensations. « L'information exclue n'est pas admise à exercer la moindre influence sur les jugements d'évaluation... le caractère même de la démarche est fortement influencé par son insensibilité à l'égard de l'information exclue »<sup>13</sup>. Pour les utilitaristes, le droit de propriété est inaliénable, même s'il produit des inégalités flagrantes. Comme la propriété privée favorise la croissance et la richesse économiques, il faut la préserver et même la renforcer. Il existe donc une indifférence à la distribution des richesses, un désintéret important pour les libertés et les droits de chacun et l'utilité n'est pas constante dans le temps. Pour la pensée libérale, la société marchande ne fait que reproduire la nature carac-

---

<sup>12</sup> Luttwak E.N., *Le turbo-capitalisme*, Éditions Odile Jacob, Paris, p. 102-103

<sup>13</sup> Sen A. (2001), *Un nouveau modèle économique*, Odile Jacob, Paris, p. 65.

térisée par la diversité des personnes, les différences d'environnement naturel et social et les fondements sociaux hétérogènes.

Pour John Rawls<sup>14</sup>, il existe une priorité à la liberté, une pré-séance absolue, même concernant la poursuite d'objectifs sociaux. Il n'y a plus de comparaison des droits mais la recherche de leur priorité absolue. Cette liberté s'adresse d'ailleurs plus au domaine politique qu'économique. Les besoins économiques fondamentaux sont au moins aussi importants, ce qu'a reconnu partiellement Rawls en suggérant certains accommodements avec la théorie de la justice<sup>15</sup>. « Les biens premiers » sont susceptibles de favoriser l'expression de fins comme « les droits, les libertés ou les opportunités, le revenu et la richesse ou les bases sociales de l'estime de soi »<sup>16</sup>. La maximisation de l'intérêt personnel est très réductrice, elle omet la dimension sociale de l'homme et recommande un comportement de « passager clandestin ». Si avec le même panier de biens premiers, les individus n'ont pas la même satisfaction, cette inégalité ne répond à aucune injustice. C'est la responsabilité des préférences personnelles. Si on ne tient compte que des possessions et des consommations, on considère le reste comme équivalent à zéro. Il faut porter autant son attention sur l'inégalité de la distribution des libertés substantielles et des capacités que sur celle des revenus.

## II. L'HOMME FACE À L'ILLÉGALITÉ, LA CORRUPTION ET LA CRIMINALITÉ

Le prix de la mondialisation est élevé en matière de corruption, tricherie, vol, gaspillage environnemental, chômage ou violences ethniques. La criminalité devient internationale, avec plus de 200 millions de consommateurs de drogue. Le trafic de stupéfiants est évalué à 500 milliards de dollars (soit autant que le marché des automobiles). Plus de 500 000 femmes des pays en transition ont été conduites à la prostitution, en violation de tous les droits humains sur l'esclavage. En 2000, l'activité criminelle internationale était estimée à 1500 milliards de dollars<sup>17</sup>, sans faire pour autant référence à la délinquance des « cols

---

<sup>14</sup> Rawls J., *Théorie de la justice*.

<sup>15</sup> Rawls J., *Libéralisme politique*.

<sup>16</sup> Rawls J., *Théorie de la justice*.

<sup>17</sup> PNUD (1999), *Rapport mondial sur le développement humain 1999*, De Boeck & Larcier, Bruxelles, Paris.

blancs ». La mondialisation ouvre un potentiel formidable aux activités coupables d'illégalité. La suppression du contrôle des changes favorise le blanchiment de l'argent. L'abaissement des barrières au commerce international favorise la revente à l'étranger de produits volés. On assiste à la mise en place de multinationales du crime, avec la mafia sicilienne, les triades chinoises, les yakusas japonais, les cartels colombiens de Medellín et de Cali.

Quand on parle de l'économie souterraine, différents termes sont employés englobant ses différents aspects : économie cachée, économie informelle, économie illégale, économie parallèle, économie noire, économie grise et d'autres. L'activité économique « cachée » produit des biens et services au même titre que toutes les autres activités, mais elle se propose de fuir le paiement des impôts, les charges sociales ou l'accomplissement de certaines obligations administratives ou consignes dans le domaine de la sécurité du travail. Les activités économiques « illégales » portent sur les activités de production de biens et services qui sont directement interdites par la législation en vigueur<sup>18</sup>.

Depuis le début des années 1990, avec le passage de la Russie à l'économie de marché, la gamme des activités souterraines s'est élargie et a changé de sens. En des délais très brefs, une redistribution de la propriété à grande échelle a été entreprise. Une tentative de transplantation d'un nombre d'institutions de marché dans une économie en transition a été effectuée, de nouveaux marchés de biens et services sont nés dans les conditions de la globalisation croissante des liens économiques. Cependant, les époques de mutations favorisent le développement des activités économiques illégales. Parallèlement aux barrières classiques d'entrée sur le marché (autorisations, licences, brevets), d'autres barrières sont apparues, conditionnées par le caractère même de l'activité illégale qui suppose des protections violentes et quasi obligatoires de groupes sans morale autre que celle de l'argent et du pouvoir. Les activités économiques illégales se situent au-dessus de toute éthique (sauf dans le cas rarissime de Robin des Bois), elles possèdent toutes les caractéristiques d'une activité économique fortement bénéficiaire, sans déclaration et sans paiement d'impôts, souvent protégée par une activité criminelle complémentaire. Dans ce contexte, la corruption est analysée comme un prélèvement obligatoire

---

<sup>18</sup> Krylova-Bourova N. (2006), *Les activités économiques illégales*, Thèse de doctorat en cotutelle, FINEC Saint-Petersbourg et Université de Grenoble (UPMF), 16 décembre 2006.

obtenu par la violence et le chantage. Elle s'accompagne souvent du blanchiment de l'argent dans des comptes bancaires en vue de cacher l'origine des fonds des organismes fiscaux et d'autres administrations.

La corruption se présente comme un manquement à l'éthique collective, elle est donc combattue par les lois des pays démocratiques. Le Rapport 2004/2005 de la Banque mondiale sur la concurrence mondiale met en garde sur le fait que « la réalité de la corruption est double : premièrement, elle implique le plus souvent un affrontement entre au moins deux parties, généralement le secteur privé et le secteur public; deuxièmement, dans les pays où les règles, les lois et les institutions ont été établies, du moins en partie, pour servir certains intérêts, certaines formes de corruption peuvent être légales<sup>19</sup> ». Le contexte national institutionnel du pays d'accueil influence donc le niveau de gouvernance d'entreprise. En outre, de telles pratiques peuvent créer un cercle vicieux, entravant la gouvernance nationale.

La corruption fait l'objet d'une campagne pour sa suppression dans les relations internationales. Plusieurs conventions ont été signées, qui sollicitent les gouvernements des pays signataires à respecter et à faire respecter les règles d'un commerce international moins concerné par les pratiques de la corruption. Aux États-Unis, le FCPA (U.S. Foreign Corrupt Practices Act) condamne toutes les corruptions des compétiteurs étrangers susceptibles de provoquer des dommages importants à l'économie américaine. Depuis 1993, l'OCDE a déclaré la guerre au commerce illégal et injuste, en les qualifiant d'actes criminels<sup>20</sup>. L'OAS Convention Against Corruption remet en cause la nécessité du secret des affaires, mais elle estime aussi que l'interdiction des pots-de-vin fragilise la compétitivité des sociétés américaines. Elle se propose de renforcer la transparence des affaires et de favoriser l'émergence d'un climat favorable à l'investissement étranger et au développement des affaires. Plutôt que de généraliser la corruption, créant ainsi une zone dangereuse de non droit, elle souhaite l'éradiquer, en réduisant les opportunités afférentes. Les lois anti-corruption doivent être renforcées, notamment par des conventions entre les pays permettant leur généralisation. Aucun pays ne peut conduire ce

---

<sup>19</sup> Ribeiro J. (2006), *Démocratie et économie de marché. La transparence, la responsabilité et la participation sont essentielles*, Chroniques de l'ONU, unchronicle@un.org

<sup>20</sup> Babbitt (1997), « Amb. Babbitt speech on U.S. anti-corruption efforts », Notes on *Economic Affairs*, U.S. Embassy in France, n° 6/1997, April, 4.

combat seul. Les États-Unis ont établi une législation qu'ils appellent, comme d'habitude, tous les pays à reprendre telle qu'elle<sup>21</sup>.

L'économie souterraine est à la base de la corruption. Le commerce de la drogue représente 400 à 500 milliards de dollars. On assiste aussi à la marchandisation du corps humain (sang, mères porteuses, dons d'organes, par exemple). Il faut engager une lutte contre la finance « noire », les paradis fiscaux et bancaires et les excès du laissez faire et du laissez aller. La transparence des grandes banques internationales, la levée du secret bancaire, l'obligation légale de coopérer avec les contrôleurs pourraient faire partie d'un programme international. Cependant, de nombreux intérêts acquis (représentés notamment par de grandes firmes qui échappent ainsi partiellement à l'impôt ou aux taxes douanières) dans la sphère économique et financière légale s'opposent à cette lutte, compte tenu des avantages qu'ils en retirent et qu'ils souhaitent maintenir.

Selon Transparency International (TI)<sup>22</sup>, la Finlande est le pays le moins touché par le cancer de la corruption (Tableau 1). L'indice en lui-même n'a de sens que si l'on parle plutôt de perception de la corruption, laquelle a pour caractéristique d'être à la fois illégale et secrète. Certains pays n'ont plus les données suffisantes pour mesurer cet indice de corruption.

---

<sup>21</sup> Les articles VII, VIII et IX criminalisent ces procédures de corruption et incitent les États à les reprendre telles quelles dans leur propre législation. Des mesures préventives (article III) aident les pays à s'engager dans cette voie, comme le refus de traitement d'impôts et taxes favorables pour les dépenses faites en violation des lois, la mise en évidence claire des procédures d'achat et de vente des gouvernements, la mise en place de documents comptables clairs et vérifiables, la mise en place de conduites éthiques standards des officiels gouvernementaux et la vérification des comptes et revenus de chaque responsable gouvernemental. Les punitions relatives à la corruption iraient de la prison, à l'extradition ou à des peines fiscales importantes.

<sup>22</sup> Située à Berlin, c'est une coalition non gouvernementale en vue de lutter contre la corruption, recevant des fonds d'organismes tels que U.S. Agency for International Development, the Ford Foundation, General Electric and Pfizer Pharmaceuticals, Inter-American Development Bank, United Nations Development Programme et le United Nations International Drug Control Programme.

**Tableau 1.** Classement des pays en fonction de leur niveau croissant de corruption<sup>23</sup>

PAYS	2006 sur 163 pays	2002 sur 102 pays	1997 sur 52 pays
Finlande	1	1	3
Islande	2	4	Nc
Nouvelle-Zélande	3	2	4
Danemark	4	2	1
Singapour	5	5	9
Suède	6	5	2
Suisse	7	12	11
Norvège	8	12	7
Australie	9	11	8
Pays-Bas	10	7	6
Royaume-Uni	11	10	14
Canada	14	7	5
Allemagne	16	18	13
Japon	17	20	21
France	18	25	20
États-Unis	20	16	16
Espagne	21	20	24
Italie	45	31	30
Brésil	70	45	36
Chine	70	59	41
Inde	70	71	45
Mexique	70	57	47
Argentine	93	70	42
Russie	121	71	49
Pakistan	142	77	48
Angola	142	98	nc
Nigeria	142	101	52
Bangladesh	156	102	51
Irak	160	nc	nc
Myanmar	160	nc	nc
Haïti	163	89	nc

Ces classements mettent en évidence une forte corrélation entre la corruption et le niveau de développement d'un pays. La question est de savoir si une partie non négligeable des barrières à la croissance

<sup>23</sup> Schaffer, J. (1996) *Global bribery and corruption perceived as rampant*, Documentation Service, US Embassy, Paris, 2 octobre.



économique ne réside pas justement dans le manque de confiance du fait de l'absence d'éthique des acteurs économiques. Dans les pays de l'OCDE, la corruption « visible » semble décliner, alors que de nombreux pays dévoilent des actes de corruption croissants (Brésil, Israël ou États-Unis). Cependant, les « affaires » judiciaires jaillissent soudain de pays que l'on ne soupçonnaient pas, comme l'effet « Enron » aux États-Unis. Il existe une véritable crise mondiale de la corruption. Pour certains pays, c'est une maladie endémique, comme le Cameroun, le Kenya, l'Indonésie, l'Ouganda, le Nigeria ou le Bangladesh. Il y a un vrai vol contre les peuples, ce qui réduit le potentiel de satisfaction des besoins essentiels de la population, notamment dans la lutte contre le sida. En outre, si les pays en voie de développement semblent faire le lit principal de la corruption, le corrupteur est bien souvent les firmes multinationales des pays développés. Il n'empêche que certains pays font des progrès importants, comme aux Philippines ou au Nigeria, mais il faut du temps pour modifier les mentalités et de la force pour un État pour lutter contre ce fléau.

Dans certains secteurs, la corruption a souvent été institutionnalisée. C'est le cas de l'armement. La corruption des ventes d'armes diffère selon leur nature et leur ampleur suivant les pays d'origine, le contrôle qui s'exerce et la puissance de l'État<sup>24</sup>. Même si en France, le milieu est contrôlé et structuré par les ingénieurs de l'armement, il existe encore des trafics interdits, mais mercantiles.

– Les glaneurs (ou petits trafiquants) sont situés à l'extérieur de l'appareil d'État. Ils mènent des trafics à petite échelle, généralement destinés aux collectionneurs (armes de poing ou armes individuelles), le banditisme ou le terrorisme. Une part importante des armes de ces réseaux provient de zones de conflits et de prélèvements des stocks officiels (notamment en Chine). Souvent, ce trafic est criminel, parfois il est politique, le bataillon égyptien de Forpronu ayant revendu les armes individuelles aux combattants bosniaques (1992).

– Les négociants ont, en France, l'autorisation de la CIEEMG. Normalement, ils doivent respecter la loi. Le commerce se fait à partir du rachat de stocks d'armes déclassées. Le marché est alimenté par la résorption des stocks d'armes des armées régulières ou par des accords de réduction des armements. Le volume des ventes est important. Même dans les entreprises contrôlées par l'État, il y a certaines exportations illégales. Cette corruption existe aussi à l'intérieur du territoire par le biais des surfacturations de produits ou de prestations.

---

<sup>24</sup> Hébert J.-P. (1999), *Ventes d'armes et corruption*, CIRPES/EHESS, Paris.

On a ainsi pu acheter des marteaux vendus 15 dollars dans le commerce 455 dollars. Il existe aussi les « pots-de-vin » du Pentagone. Les entreprises obtiennent ainsi des renseignements confidentiels sur les besoins ou les prévisions de l'État fédéral et sur ses projections de prix, de façon à détourner de manière déloyale la concurrence. Il s'agit aussi de placer des hommes au bon endroit au bon moment pour obtenir les marchés. L'ancien chef de mission militaire d'Israël à New York a ainsi pu empocher 10 millions de dollars.

– Les commissionnaires sont des intermédiaires et des catalyseurs des contrats. Ainsi pour Khashoggi, la vente d'engins blindés de la France à son pays lui a rapporté 54 millions de dollars de commissions. Les mêmes procédures existent avec Akkram Ojeh commissionnaire attiré de l'Arabie Saoudite. La dispersion des scandales suffit à établir la généralisation. C'est le coeur de la corruption. Les intermédiaires monnaient leur influence, la renforcent avec les pots-de-vin, et les contrats officiels passent alors par des voies occultes. Ces commissionnaires ne font généralement pas partie de l'appareil d'État. Il y a une forme de racket si le commissionnaire à l'oreille du Prince. C'est un phénomène grave pour l'avenir.

– Les prébendiers sont des serviteurs de l'État qui profitent de leur fonction pour en tirer des avantages personnels. Les pots-de-vin sont fréquents. Le passage d'agents publics à des fonctions importantes dans les industries d'armement ou appartenant à celles-ci est souvent discutable, notamment lorsque l'agent est (ou a été) juge et partie. Les commissions se sont généralisées. Elles représentent jusqu'à 15 et 20% des contrats, avec parfois des ristournes secrètes aux vendeurs, par l'intermédiaire des paradis fiscaux. Elles sont de l'ordre de 4 à 5% des montants, ce qui est énorme. Cette corruption existe aussi dans la plupart des grands contrats civils.

La corruption est au cœur du commerce international, elle est fondée sur l'esprit de lucre, l'aversion au risque (compte tenu des incertitudes de ces opérations qui sont susceptibles de remettre en cause l'ensemble des actifs des firmes), l'aléa moral (qui intervient lorsqu'une action d'un agent n'est pas observable par le principal), les rentes d'information et les échanges de bons procédés.

Pour J.K. Galbraith<sup>25</sup>, les grandes entreprises sont gérées par des bureaucraties. Les Conseil d'administration ne servent plus qu'à rémunérer des personnes d'influence en vue d'émettre des avis factices

---

<sup>25</sup> Galbraith J.K. (2003), *Les mensonges de l'économie*, « Essai », Grasset, Paris, p. 39 et s.

sur la stratégie d'une entreprise mal connue. Dans ces conditions, le « *crony capitalism* » s'exerce, lorsque les « copains » et les « coquins » s'entendent pour éviter la concurrence frontale et trouvent des arrangements sur le dos des autres acteurs économiques. Dans ce contexte, la concurrence n'existe pas vraiment, elle n'est qu'un paravent qui cache des ententes et accords multiples qui échappent aux contrôles publics et privés. Ainsi, les directeurs décident de leurs rémunérations, sous le contrôle très bienveillant des membres d'un Conseil d'administration dont les noms ont souvent été suggérés par le directeur lui-même. La Revue Fortune avait même parlé de « hold-up ». Dans ce contexte, la « caste » des patrons d'entreprises multinationales se rémunère mutuellement<sup>26</sup>. Normalement, le « pouvoir récompense le savoir, l'ambition personnelle, l'acceptation de l'esprit hiérarchique. Et la parfaite conscience de son propre intérêt »<sup>27</sup>. Cependant, les grandes entreprises soignent leurs relations avec les membres de la haute administration, au point d'en recruter un certain nombre avec des salaires élevés. Ce type d'information ou d'opportunité conduit le service public à prendre souvent la couleur de certains intérêts privés. L'idée importante est cependant non pas de faire coïncider concrètement ces deux formes d'intérêt (ce qui est souvent impossible), mais de démontrer par la pensée que c'est la seule solution à long terme qui permette cette symbiose. Il existe sans doute un problème éthique grave pour les économistes de donner parfois foi à de tels arrangements qui témoignent, au moins pour leurs auteurs, d'une éthique élastique.

### III. L'HOMME FACE À DE NOUVELLES VULNÉRABILITÉS

La biosphère est un système autorégulé qui suppose la diversité des espèces et l'existence de limites à la vie. Elle est elle-même transformée par le développement de la vie, souvent non sans danger. Malheureusement, les flux monétaires nécessaires à l'essor des marchés ne mettent jamais en évidence les stocks et les patrimoines, notamment ceux qui n'ont pas de valeur immédiate ou encore définie. L'espace (vital, avez-vous dit ?) se rétrécit d'autant plus qu'il est de plus en plus privatisé, réservé, interdit de passage. Certes, avec la troisième

---

<sup>26</sup> Fontanel J. (2005), *La globalisation en analyse*, Coll. « Librairie des Universités », L'Harmattan, Paris.

<sup>27</sup> Galbraith J.K. (2003), *Les mensonges de l'économie*, « Essai », Grasset, Paris, p. 47.

révolution agricole fondée sur l'information et la maîtrise des processus du vivant (biotechnologie), la productivité agricole ne fait que croître, avec une réduction de la quantité d'énergie nécessaire et un moindre emploi des produits chimiques. Cependant, cette nouvelle révolution reste encore trop faiblement appliquée, car la recherche de productivité se transforme en plaie productionniste, avec des bénéfices privés dérisoires aux prix de coûts collectifs considérables. Dans ce cas, les finalités de l'économie, sans référence à l'éthique, ne sont plus respectées.

L'agriculture « écologique » ne peut se développer que si elle entre dans le domaine marchand, avec le risque de donner alors vie à une nouvelle loi de Gresham, « la mauvaise agriculture chasse la bonne ». Le traitement des déchets augmente le PIB, sans pour autant, qu'en tant que tels, les détritits aient une valeur économique sociétale particulière. La logique économique veut d'ailleurs que les masses de déchets toxiques soient déversées là où les salaires sont les plus faibles. Le développement durable ne pose pas le problème du court terme, mais celui de la pérennité et de l'amélioration des conditions de vie de l'humanité. Or, les océans, l'air, les cours d'eau ou les écosystèmes sont menacés et le maintien de leur qualité concerne tout le monde.

Les technologies de l'information rendent les institutions vulnérables aux attaques terroristes<sup>28</sup>, ce qui incite les gouvernements, responsables de la sécurité nationale, à trouver des moyens appropriés pour combattre cette nouvelle menace. Avec ces nouveaux moyens de communication (énergie électrique, communications et ordinateurs), les infrastructures ne sont plus protégées par les océans et les forces militaires. La défense nationale n'est plus l'affaire du seul gouvernement et la sécurité économique ne concerne pas seulement le monde marchand. Il faut dorénavant créer de nouvelles formes de coopération entre le secteur privé et l'État pour faire face aux menaces cybernétiques. Le gouvernement doit collecter l'information, conduire des recherches sur les technologies défensives et, lorsque c'est nécessaire, les partager avec les industriels, dans un but éducatif et de défense commune. Le secteur privé doit être sensibilisé aux menaces de ce type et s'engager à suivre des procédures rigoureuses afin d'en limiter la mise en place ou les effets.

Les bombardements terroristes sur les forces américaines en Arabie Saoudite, les explosions de l'immeuble gouvernemental à

---

<sup>28</sup> Notes on Economic Affairs (1997), *Infrastructure Protection Report*, n° 16/1997, October 24.

Oklahoma City ou les attentats du World Trade Center à New York City rappellent que la fin de la guerre froide n'a pas éliminé les menaces d'actions hostiles à l'encontre des États-Unis. La « Commission on Critical Infrastructure Protection (CCIP) », créée en 1997 par Clinton, n'a pas eu les résultats espérés dans la protection des infrastructures critiques, notamment dans les secteurs de l'information et communication, de la banque et des finances, de l'énergie, de la distribution des biens et des services humains vitaux. Elle a insisté plus sur le danger cybernétique que sur la menace sur les hommes et les biens, ce qui explique la lenteur de réaction aux attentats de Ben Laden. Il faut dire que l'interconnexion de l'énergie électrique, des communications et des ordinateurs réduit considérablement la sécurité des États et de leurs habitants. Les vulnérabilités sont accrues. Les bâtons de dynamite, l'essence, le fuel, les fertilisateurs créent des explosions qui peuvent endommager des noeuds de réseaux d'information, provoquant une menace sur l'évolution des grandes masses financières qui transitent par eux. Or, ces procédures d'attaque sont difficilement décelables et elles sont accessibles au plus grand nombre d'apprentis terroristes. La création de virus appartient aussi à ce type de dangers.

Plusieurs menaces supplémentaires existent, comme les phénomènes naturels (tremblements de terres, ouragans), les accidents, les incendies et les inondations, les erreurs et les omissions humaines, l'espionnage industriel et de défense, le piratage informatique, les activités criminelles de manipulation de l'information à des fins illégales, l'intelligence économique, l'information de guerre et enfin le terrorisme. Or, ces vulnérabilités sont souvent sous-estimées par les gouvernements et ignorées par les citoyens. Il faut donc repenser la défense du pays, car un « électron ne présente jamais son passeport ». Si la Commission n'a pas découvert d'attaque imminente justifiant un sens de crise nationale immédiate, il faut investir pour réduire les menaces potentielles. La sécurité nationale ne se limite pas à la force militaire. Les pays sont vulnérables aux infrastructures qui les servent quotidiennement. Pour lutter contre cette vulnérabilité, il faut engager un programme de formation, établir une pratique des processus de management des risques concernant une attaque physique du territoire et développer une structure organisationnelle nationale adaptée. Dans ce contexte, le respect des valeurs démocratiques est important.

L'économie est une discipline trop complaisante qui vient au secours de Microsoft. Ainsi, le consommateur reste le souverain fictif. Au fond, comme le dit J.K. Galbraith, le choix des mots « d'économie de marché » pour remplacer avantageusement « capitalisme » n'est

qu'un voile trompeur jeté sur la réalité profonde de l'entreprise : le pouvoir du producteur qui influence et même dirige la demande du consommateur<sup>29</sup>. La persuasion est organisée et elle donne des explications claires à l'écart entre la théorie et les faits. Plus la discipline économique se complexifie, plus elle s'écarte de son pouvoir explicatif et plus elle répond aux exigences des forces du marché. Les économistes ont tendance à ne devenir que des cautions d'un système. Pourtant, aujourd'hui, « le progrès humain est dominé par une inimaginable cruauté et par la mort... Les tueries en masse sont devenues l'ultime accomplissement de la civilisation »<sup>30</sup>.

On peut aussi penser que les économistes n'ont plus les clés pour expliquer le monde. Ils ne doivent pourtant pas oublier, qu'une société doit se penser comme humaine, ce qui n'est pas le cas d'un capitalisme « pur ». Celui-ci est fondé sur des structures modelées par des marchés dont il est fait l'hypothèse, rejetée par la logique, de leur optimalité grâce à une « main invisible » qui appellerait plutôt à une réflexion métaphysique. Il est probable aussi que les économistes se trouvent aujourd'hui, sans l'avouer, dans le dilemme énoncé plus d'un demi-siècle plus tôt par Albert Einstein, dans son analyse sur la différence entre la pratique et la théorie : « la théorie, c'est quand on sait tout et que rien ne fonctionne. La pratique, c'est quand tout fonctionne et que personne ne sait pourquoi. Mais ici, ; nous avons réuni théorie et pratique : rien ne fonctionne et personne ne sait pourquoi ». Une analyse éthique de l'économie devrait alors nous conduire à « respecter les droits de l'homme » de chaque individu, indépendamment d'une recherche d'optimalité que l'on sait vaine.

---

<sup>29</sup> Galbraith J.K. (2004), *Les mensonges de l'économie*. « Essai », Grasset, Paris, p. 22.

<sup>30</sup> Galbraith J.K. (2004), *Ibid*, p. 87.

## Bibliographie

- Allais, M. (1999), *La mondialisation, le chômage et les impératifs de l'humanisme*, Unesco, Science et Humanisme, 9-10 Avril.
- Debray, R., *Révolution dans la révolution*, Maspéro, Paris.
- Englehard (1996), *L'homme mondial. Les sociétés humaines peuvent-elles survivre ?* Arléa.
- Fontanel, J. (1983), *Economie des armes*. La Découverte, Paris.
- Fontanel, J. (1979) *Ecologie, économie et plurigestion*. Éditions Entente.
- Fontanel, J. (1993), *Economistes de la paix*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble.
- Fontanel, J., Arrow, K., Klein, L. and Sen, A. (2003). *Civilisations, globalisation et guerre*. PUG, Presses Universitaires de Grenoble, PUG, Grenoble.
- Fontanel, J. (1995) *Organisations économiques internationales*, Masson, Paris.
- Fontanel, J., 2005. La globalisation en analyse. *Géoéconomie et stratégie des acteurs*, L'Harmattan, Paris,
- Fogel, R.W ., Engerman, S.L. (1974), *Tim on the Cross : The economics of American Negro Slavery*, Little Brown, Boston.
- Fontanel, J. (2007), *Questions d'éthique*, L'Harmattan, Paris.
- Galbraith, J.K. (2004), *Les mensonges de l'économie*, Grasset, Paris .
- Hébert, J-P. (1999), *Ventes d'armes et corruption*, CIRPES/EHESS, Paris.
- Keynes, J.M. (1972), *Essays in persuasion*, Cambridge University Press.
- Keynes, J.M. (1933), National Self-sufficiency, *The Yale Review*, 22, 4, June.
- Kuhn, T. (1983), *La structure des révolutions scientifiques*, Flammarion, Paris.
- Luttwak, E.N. *Le turbo-capitalisme*, Odile Jacob, Paris.
- Monnet de Lamarck (1820), *Système analytique des connaissances positives de l'homme*.
- Norberg-Hodge, H. (2001), *Le rouleau compresseur de la modernisation in Le procès de la mondialisation*, Fayard, Paris.
- Perroux, F. (1952), Les couts de l'homme. *Economie Appliquée*, mars.
- PNUD (2000), *Rapport mondial sur le développement humain 1999*, De Boeck & Larcier, Bruxelles.
- Rawls, (1987), J. *Théorie de la justice*, Le Seuil, Paris.
- Ribeiro, J. (2006), Démocratie et économie de marché. *Chronique de l'ONU*
- Schaffer, J. (1996), *Global bribery and corruption perceived as rampant*, *Documentation Service*, US Embassy, Paris.
- Sen, A. (2001), *Un nouveau modèle économique*, Odile Jacob., Paris.
- Smith, R., Fontanel, J., 2008. International security, defence economics and the powers of nations. *War, peace and security*, 6, p.37à52. à paraître.
- Stiglitz, J.E. (2002), *La grande désillusion*, Fayard, Paris.